

17 – Politique publique « Egalité-Intégration-Citoyenneté » - quatrième répartition de subventions

Groupe communiste – Robin SALECROIX

Madame le maire, chers collègues,

L'Egalité, l'Intégration, la Citoyenneté : depuis vingt cinq ans, la ville de Nantes, à l'instar d'autres grandes villes, soutient et accompagne les initiatives et associations œuvrant en ce domaine en faveur des populations, des jeunes en particulier, vivant dans les quartiers populaires. **N'oublions pas en effet que ce mouvement est né il y a trente ans avec la marche pour l'égalité en réaction au racisme et à l'irruption du Front National au premier plan de la scène politique.** Des jeunes « issus de l'immigration » comme l'on disait alors posaient deux revendications principales : une carte de séjour de dix ans et le droit de vote pour les résidents étrangers.

Depuis lors, en particulier à l'initiative d'un certain nombre de maires de communes dites de banlieues, de la région parisienne, lyonnaise et nantaise notamment, les premiers dispositifs de ce qu'on appela bientôt la « politique de la ville » étaient mis en œuvre. C'est dire la place que les collectivités, avec le tissu associatif, ont pu prendre en matière d'égalité, d'intégration et de citoyenneté. Nombre d'actions ont été menées, des politiques publiques novatrices élaborées. **Pourtant, il faut bien reconnaître aujourd'hui que les problèmes sont loin d'être réglés. La pauvreté explose, le populisme prospère, la violence augmente.** Le rôle des associations que nous soutenons, je pense en particulier à Nantes au Centre Interculturel de Documentation, qui bénéficie aujourd'hui de ce subventionnement, est d'autant plus remarquable que parfois les politiques de l'Etat pourraient être comparés à des cautères sur des jambes de bois !

Entend-t-on en effet résorber les phénomènes contre lesquels luttent au quotidien des dizaines d'associations dans une ville comme la nôtre en n'enrayant pas durablement l'accroissement des inégalités dans les quartiers les plus en difficultés, là où les politiques

dites d'insertion ont souvent concouru à développer la précarité plutôt que le retour à l'emploi, là où les politiques sécuritaires se sont parfois substituées aux politiques de prévention, là où la politique au sens noble, la gestion des affaires de la cité, a déserté les quartiers populaires. En mettant en place, il y a dix ans, le **Conseil Nantais de Citoyenneté des Etrangers**, la ville de Nantes, avec l'impulsion des élus communistes, s'est fort heureusement mise au diapason d'aspirations légitimes de nombre de militants de la cause de l'égalité, de l'intégration et de la citoyenneté.

Mais on fond, sans une politique de l'Etat plus courageuse permettant notamment de régulariser durablement la situation de migrants, de répondre enfin à cette promesse non tenue de la gauche de donner le droit de vote aux résidents étrangers, ne risque-t-on pas de reproduire durablement les phénomènes d'inégalités ? Il en est de même s'agissant des inégalités sociales grandissantes paupérisant encore davantage les quartiers déjà en grande difficulté. Dans le même temps, des dynamiques citoyennes se développent, la voix des quartiers populaires, des jeunes en particulier, se fait mieux entendre au niveau local, la ville soutient activement les associations qui interviennent dans le champ migratoire, dans celui de la prévention des discriminations. La ville des quartiers métissés existe, des liens sociaux se tissent grâce à ces actions. Enfin le projet municipal que nous portons poursuit une démarche ambitieuse en la matière, notamment en donnant un nouvel élan à la citoyenneté dans les quartiers et en s'adressant à l'ensemble des publics de ces quartiers. **C'est pourquoi les élus communistes soutiennent cette démarche, et c'est dans cet objectif réaffirmé par la Ville que ma collègue Nathalie Blin inscrit son action dans le cadre de sa délégation portant sur l'intégration et la citoyenneté des étrangers.**

Je vous remercie de votre attention.